

Les Echos

Financement, activité, emploi : l'inquiétude monte au sein des associations

Plus de la moitié des associations employeuses font face à des difficultés financières croissantes, selon le dernier baromètre du réseau Recherche & Solidarités. Et ce, alors qu'un rapport remis à Bercy préconise entre 1 et 3 milliards d'économies.



Le pessimisme s'accroît : 45 % des associations employeuses prévoient une situation difficile ou très difficile, soit une hausse de 10 points en un an. (Steve Forrest/Panos-rea)

Par [Alain Ruello](#), juillet 2025

Mi-octobre, en pleine préparation du budget 2025, les principaux représentants de l'économie sociale et solidaire avaient lancé [un cri d'alarme sur l'avenir du tissu associatif](#) sur lequel repose une partie des politiques publiques de solidarité. Le dernier baromètre annuel de Recherches & Solidarités (R&S), réseau associatif d'experts et d'universitaires, sur le moral des troupes, montre que l'inquiétude n'a pas disparu.

Bien au contraire. Et le pessimisme pourrait bien ne pas se dissiper à l'aune d'un potentiel nouveau tour de vis à l'occasion du budget 2026.

Rouge ou rouge vif

Des principaux enseignements de cette enquête, réalisée entre mi-avril et mi-juin, il ressort que plus de la moitié des quelque 154.000 associations qui emploient au moins un salarié déclarent traverser une situation financière difficile (40 %) ou très difficile (13 %) depuis le début de l'année 2025. Elles étaient 48 % il y a un an, soit une progression de 5 points.

Toujours dans le seul champ des associations employeuses, elles ne sont pourtant « que » 35 % à avoir fait état d'une situation générale dans le rouge ou le rouge vif. Recherches & Solidarités n'a pas souhaité indiquer d'évolution sur un an, préférant mettre ce diagnostic « plus nuancé » sur la faculté des dirigeants à composer ou, pour certains, à rester positifs, malgré « les tensions sur les moyens auxquelles ils sont souvent habitués ».

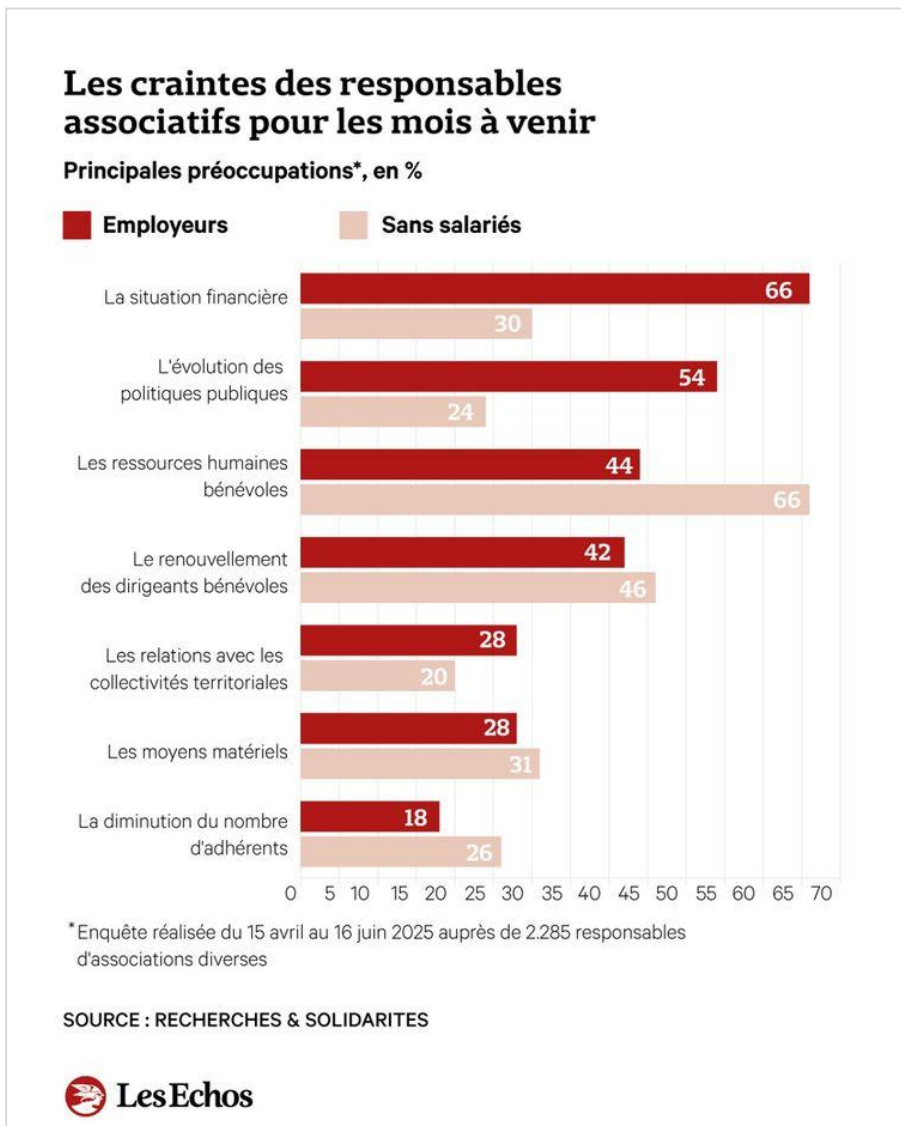
Dans le détail notent les chercheurs, les plus petites associations, souvent sans salariés, cumulent les difficultés sur le bénévolat, mais affichent une perception moins critique sur les relations avec les institutions. « À l'inverse, les grandes associations (plus de 500.000 euros de budget), le plus souvent employeuses, déclarent davantage de tensions financières, ainsi que des inquiétudes croissantes quant à l'évolution des politiques publiques et leurs relations avec les collectivités et l'État », ajoutent-ils.

Le pessimisme gagne du terrain

Certaines activités sont également plus exposées. Le sport est confronté à un triple défi : raréfaction des bénévoles, difficulté à renouveler les dirigeants et baisse de l'investissement collectif. Le sanitaire et social, l'éducation populaire et l'environnement présentent des niveaux de tension élevés sur les moyens financiers et les relations avec les partenaires publics. À l'opposé, les associations culturelles ou de loisirs s'en sortent un peu mieux, bien que certaines s'inquiètent de la reprise incertaine des activités.

La résistance a ses limites, qui commencent à se voir dans les effectifs, en recul globalement de 0,7 % entre le troisième trimestre de l'année dernière et le premier de cette année (coopération R&S – URSSAF Caisse nationale) ; recul un peu plus marqué que parmi les entreprises du privé. Soit 135.000 postes en moins, ce qui traduit une nette inversion depuis la crise sanitaire du Covid.

La suite s'annonce dans la même tendance, avec 45 % des associations employeuses qui prévoient que leur situation générale va être difficile ou très difficile. Près de 40 % d'entre elles n'envisagent probablement pas de nouveaux projets, voire pourraient rétro-pédaler par rapport à leurs activités actuelles. Bref, le pessimisme pour les mois à venir a gagné du terrain : 45 % des associations employeuses, + 10 points en un an, et 36 % de celles sans effectif (+ 9 points).



« Impôt désuet »

Le pessimisme ne risque pas de reculer à quelques jours de la présentation par le Premier ministre des grandes orientations retenues pour ramener le déficit sous les 3 % du PIB. Ce d'autant que la divulgation par « Le Parisien » d'un rapport administratif a rajouté son lot d'inquiétudes.

Établi par les Inspection générales des finances et de l'éducation, du sport et de la recherche, le rapport, auquel « Les Échos » ont également eu accès, liste entre 1 et 3 milliards d'économies. En reconnaissant que ces coupes, non encore arbitrées, auraient un effet « potentiellement significatif sur les politiques publiques considérées, ainsi que sur l'emploi des associations concernées, et leur public bénéficiaire ».

Dans ce contexte, David Cluzeau, le président de l'Udes, l'organisation patronale représentative de l'économie sociale et solidaire, en appelle, à nouveau, à une réforme de la taxe sur les salaires, qualifiée « d'impôt désuet pénalisant les structures à but non lucratif ».

Alain Ruello